

Le 4 décembre 2021

Privé.e.s d'emploi et salarié.e.s de la Santé et de l'Action Sociale dans la rue !

Malgré la crise sanitaire et sociale, le gouvernement, applaudi par le patronat, poursuit sa politique d'austérité notamment en fragilisant le financement de la Sécurité Sociale, de la protection sociale et les droits des demandeurs d'emploi par la néfaste loi sur l'assurance chômage. L'hôpital public et les établissements du sanitaire, du médico-social et du social sont au bord de l'asphyxie, en particulier notamment par le manque de professionnel.l.e.s et faute de recruter massivement les salarié.e.s nécessaires.

La dégradation des conditions de travail des salarié.e.s dans ces secteurs d'activité est devenue insupportable et la prise en charge de la population est mise à mal alors que, parallèlement, notre pays compte des millions de personnes privées d'emploi qui se mobilisent pour accéder à des formations et des postes de travail. Le projet de loi sur le financement de la Sécurité Sociale 2022 est en cours de débat. L'ONDAM proposé pour l'hôpital ainsi que le contenu du projet ne répondent pas aux défis et au enjeux que doit relever notre système de santé et de protection sociale. Pour faire face à la nécessité d'améliorer les conditions salariales et de travail de l'ensemble des agentes et agents de ces secteurs d'activité et satisfaire aux besoins de la population, il faut réellement mettre en œuvre des politiques en rupture avec celles suivies durant trop d'années.

Des Fermetures de lits et de structures d'accueil ont lieu et cela en pleine crise sanitaire !

L'obligation vaccinale autoritaire, la pénibilité du travail, le manque d'attractivité et de reconnaissance des métiers, le manque de personnel dans la Santé et l'Action Sociale ont comme conséquence le risque de rupture de la continuation des soins et du suivi social de la population, dû à des manques d'effectifs et de moyens. Cette situation incombe à la seule responsabilité de l'état, du patronat et des directions d'établissements. Les fermetures d'établissements, de services et de lits s'accroissent alors qu'il faut au contraire ouvrir des structures et embaucher.

Nous exigeons l'abandon de la réforme de l'assurance chômage et l'ouverture de négociations sur :

- Un financement des établissements de Santé et d'Action Sociale, de la sécurité sociale et de la protection sociale à la hauteur des besoins.
- La formation et l'embauche massive de personnels.
- L'arrêt des restructurations incessantes et délocalisations/suppressions de services de lits, de postes.
- L'augmentation des salaires pour toutes et tous, ainsi que l'extension des 183 euros aux salarié.e.s exclu.e.s.
- L'amélioration des conditions de travail des salarié.e.s.

**Toutes et tous ensemble, salarié.e.s et privé.e.s d'emplois,
dans les actions du 4 décembre 2021
pour gagner sur nos revendications !**